

curriculum vitae

Dr Abas Kinda | Elève-Avocat au CFPA-BF

- Conseiller juridique à [l'Institut international du développement durable \(IISD\)](#), Programme Droit et politique économique (ELP), Membre de l'équipe Investissements durables,
- Directeur exécutif du [Centre d'Etudes et Recherches sur le Droit International général et les Droits de l'Homme](#) (CERDIH)
- Chercheur associé au [Centre de recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux](#) (CREDIMI)

Qualifications	<ul style="list-style-type: none">— Doctorat en droit international, <i>Prix Pierre Gay de la meilleure thèse en droit public</i>, Université de Bourgogne, 2022— Certification en criminalité transnationale organisée et droit de l'homme, IIDH, Strasbourg, Session délocalisée, 2019— Master en droit international, Institut supérieur de droit international (ISDIH), Ouagadougou, Burkina Faso, 2016— Diplôme de l'ENAM (Bac+5), Emploi et formation professionnelle, Ouagadougou, 2017— Maîtrise en droit public, Université de Ouaga II, 2009— Baccalauréat « Série D », Gaoua, 2005
Expériences – Pays (appui conseil)	<ul style="list-style-type: none">— Burkina Faso, Togo, Niger, RDC, Gabon, Sénégal, Nigéria, Mozambique, Côte d'Ivoire, Cameroun, Région des grands Lacs, Algérie, Panama, Madagascar, Philippines, Maroc (2019-2024)
Expériences – Organisations internationales /ONG	<ul style="list-style-type: none">— UEMOA, CEDEAO, CIRGL, CNUDCI— IISD (investissement), IGF (mine), CNEE (environnement), CERDIH(droits humains)
Langues	Français (langue maternelle), Anglais (courant), Local (langues maternelles)
Compétences techniques	<ul style="list-style-type: none">— Droit international public général— Droit international économique (Financement international du développement, Investissement international, Commerce international, système monétaire international, négociation internationale)— Contentieux international (Règlement judiciaire et arbitral international)— Droit de l'homme, Droit communautaire, Droit des organisations internationales, Relations internationales— Droit public économique, Droit minier, Droit de l'énergie— Droit constitutionnel, Contentieux constitutionnel, Droit des collectivités territoriales
Adresse	Ouagadougou, (Burkina Faso) Tel: +226 72272198(whatsapp) E-mail : kindaabas1@gmail.com

Résumé des expériences

Abas Kinda est un spécialiste du droit international de l'investissement avec au moins 5 ans d'expérience en tant que conseiller juridique. Les connaissances de M. Kinda dans ce domaine couvrent les réformes générales du régime de l'investissement international, l'élaboration des politiques et stratégies nationales d'investissement. Il a déjà travaillé sur des questions relatives aux investissements (mines, énergie, agriculture, commerce, environnement, droits humains) pour des gouvernements d'Afrique de l'Ouest (**Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal, Niger, Nigéria, Guinée-Bissau, Togo**), d'Afrique centrale (**Cameroun, Gabon, RDC**), d'Afrique du Nord (**Algérie, Maroc**), du **Madagascar** et des organisations en Afrique de l'Ouest (**UEMOA, CEDEAO**) et dans la région des Grands Lacs (**CIRGL**).

Le Dr Kinda a également acquis une bonne expérience en matière de politiques minières, industrielles et agricoles au sein de l'équipe du [Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux, les métaux et le développement durable \(IGF\)](#).

Le Dr Kinda est directeur exécutif du [Centre de recherche sur le droit international général et les droits de l'Homme \(CERDIH\)](#).

Actuellement, le Dr Kinda est conseiller en droit international au sein du programme ELP de l'IISD, où il joue un rôle clé dans le conseil et le renforcement des capacités des pays francophones en matière de prise de décision sur les politiques d'investissement. Son rôle consiste à rédiger des notes politiques, des commentaires et des avis juridiques sur les questions d'investissement. Il a acquis des connaissances approfondies dans ces domaines grâce à son expérience de travail sur des projets de haut niveau dans divers pays avec l'IISD.

Par exemple, il a commenté des projets de traités d'investissement en cours de négociation pour la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, des projets de modèles nationaux de TBI de l'Algérie et du Madagascar. Il était membre de l'équipe d'experts qui a développé les outils pour la réforme de la politique d'investissement au Burkina Faso (**notamment élaboration du Rapport d'évaluation du cadre juridique de l'investissement, de la Stratégie nationale de négociation des traités d'investissement, du Guide procédural des négociations, du Modèle national de traité bilatéral d'investissement, etc.**). Il a également assuré, avec l'équipe de l'IGF, une formation sur les **nouvelles méthodes d'industrialisation** au profit des États membres de l'UEMOA, une formation sur le **contenu local** au profit des experts du ministère des mines du Burkina Faso, une formation avec la Commission néerlandaise pour l'évaluation environnementale (CNEE) sur l'outil "MET" de l'IGF au profit du ministère de l'environnement du Burkina Faso et une formation sur

le régime des traités d'investissement au profit de plusieurs pays (**Burkina Faso, Gabon, Côte d'Ivoire, Cameroun, Etats membres de la conférence internationale de la région des Grands Lacs -CIRGL, UEMOA, Algérie, Madagascar**).

Il a participé à l'organisation des 14^{ème} et 15^{ème} Editions du Forum annuel des négociateurs d'investissement des pays en développement et émergents (**Abuja, 2022**), (**Panama, 2023**), l'évènement majeur de l'IISD qui réunit chaque année plus d'une cinquantaine de pays à travers le monde.

Le Dr Kinda est en ce moment élève-avocat et enseigne, par ailleurs, le **droit international public, le droit international économique, le droit public économique, le droit communautaire, le droit des contrats d'État et le contentieux international** dans plusieurs universités du Burkina Faso (Université Thomas Sankara, USTA, IAM, SWISS-UMEF, UCAO, ISDIH).

Expérience professionnelle

Activités d'enseignements dans les universités (Burkina Faso)

2017 – 2024

- o Droit des investissements, Université St Thomas d'Aquin (USTA), niveau Master (20h), 2019 - 2024
- o Droit international économique, (ISDIH), niveau Master I (20h), IAM, niveau Licence (30h), 2019 - 2024
- o Droit international public, et Droit public économique, Université SWISS-UMEF, niveau Master I (40h), 2019-2023
- o Droit des contrats d'Etat, Assistant du Pr. Vincent ZAKANE, Université Thomas Sankara, niveau Master I (30h), 2019
- o Droit administratif, Ecole nationale des régies financières – ENAREF, (40h), 2019
- o Droit commercial international, USTA, niveau Master Recherche (30h), 2018
- o Droit international économique, et Droit communautaire, ISDIH, niveau Master I recherche (20h), 2024
- o Travaux dirigés : Droit international public (20h), droit constitutionnel(20h), UTS, 2018

Expériences en tant qu'expert formateur/Consultant

2019– 2024

- Formation sur le nouveau disposition de promotion et de protection des investissements au Burkina Faso, **Koudougou, 2023**
- Etude de cas sur l'agriculture durable (SSNUP), avec l'équipe d'Agriculture de l'IISD – **Sénégal, 2022**,
- Formation sur les traités d'investissement, avec l'équipe Investissement de l'IISD - **Gabon, 2019**,
- Ateliers virtuels (**Côte d'Ivoire – 2020, Cameroun – 2021, États membres de la CIRGL – 2021, Burkina Faso, 2021**)
- **UEMOA**, atelier régional sur "Les modes alternatifs de règlement des différends", **2024**
- **UEMOA**, atelier régional sur "Les accords internationaux d'investissement", **2020**
- **UEMOA**, atelier régional sur "La réforme des traités d'investissement & le protocole sur l'investissement de la ZLECAF", **2021**,
- **UEMOA**, atelier sur "les normes volontaires de durabilités et politique Agricole régionale", **2022**.
- **UEMOA**, Formation sur les politiques industrielles, minières et environnementales, IISD/IGF, **2019-2022**
- **Ministère des mines (Burkina Faso)**, Elaboration de la politique nationale du contenu local, **2021**,
- **Ministère de l'environnement (Burkina Faso)**, atelier sur l'étude d'impacts environnements et sociaux dans le secteur minier, **2022**.
- **Ministère du commerce**, atelier sur la réforme du régime des investissements, **2019-2023**
- **Madagascar**, appui à l'élaboration de rapport sur l'étude d'impacts environnements et sociaux dans le secteur minier, **2022**

Expériences en accompagnement des PME/PMI

Ministère de la jeunesse et de l'emploi,

- Formation sur le Cadre juridique pour le développement des politiques publiques de l'emploi au profit des entreprises publiques et privées du Burkina Faso, **Bobo, mars 2015**,
- Chargé d'Etude à la Direction de la Prospective et de la planification opérationnelle, élaboration de convention de partenariat entre le ministère de la jeunesse et les entreprises privées (**2015**),
- Chargé d'Etude à la Direction du Suivi-évaluation et capitalisation, Evaluation de la mise en œuvre du programme spécial de création d'emploi par les entreprises privées (**2017-2019**),
- Charge d'Etude à la Direction de la Coordination des projets et programmes, Evaluation des financement des projets des jeunes ayant bénéficié de l'accompagnement des fonds du ministère de la jeunesse, (**2017-2019**)

Participation à des conférences et formations

2012-2023

- o La sécurisation des contrats (dans la filière éolienne) par le biais des clauses spécifiques", **Dijon (France), 11 juin 2019, Participant**
- o La réforme du secteur de la sécurité dans le contexte de la lutte contre le terrorisme : Ombres et lumières des ordres

- constitutionnel et international", **Ouagadougou (Burkina Faso), juillet 2018, Participant**
- o Les horizons du droit OHADA", **Ouagadougou (Burkina Faso), 5-6 juillet 2018, Participant**
- o Alternances politiques en Afrique : défis démocratiques et enjeux constitutionnels, **Ouagadougou (Burkina Faso), 14-17 mars 2016, Participant**
- o Optimiser la mobilisation des ressources fiscales, **Ouagadougou (Burkina Faso), 21-23 juillet 2016, Participant**
- o État de droit, démocratie et changements anticonstitutionnels de gouvernement : concepts, limites et perspectives", **Ouagadougou (Burkina Faso), 27-29 mai 2015, Participant**
- o Dialogue politique et plaidoyer pour la prise en compte des besoins des adolescents et des jeunes dans les programmes, plans et projets de développement, **Ministère de la Jeunesse, Bobo, mars 2015, Participant**
- o La monnaie unique de la CEDEAO, **Ministère de l'Economie et des Finances, Ouagadougou, janvier 2014, Participant ;**
- o Atelier national de validation de l'étude sur " L'économie verte et la transformation structurelle de l'économie au Burkina Faso ", **Ministère de l'économie et des finances, octobre 2014, Participant ;**
- o "Les possibilités d'extension des compétences des collectivités territoriales au Burkina Faso", Ministère de la Décentralisation, **Koudougou, 6-13 août 2013, Membre de l'équipe de réflexion ;**
- o Atelier sur le " Renforcement des capacités des mandants pour la mise en œuvre du programme pays de l'OIT pour le travail décent ", **Ministère de la Fonction Publique, Ouagadougou, octobre 2013, Participant**
- o Atelier sur la "Validation de la politique nationale du secteur rural, Ministère de l'Agriculture", **Ouagadougou, octobre 2013, Participant ;**
- o Atelier national sur "Réflexions sur le partenariat public-privé", **Ministère de l'Administration et de la Sécurité, Manga, novembre 2013, Participant**
- o Conférence sur "L'entreprenariat agricole et la lutte contre le chômage au Burkina Faso", **Koudougou, 5 -7 avril 2012, Communicateur**

Publications scientifiques

- Les clauses de compensation pour perte, *Investment Treaty News*, n° 4, juillet 2022
- Aspects de droit international des investissements - Le pouvoir normatif de l'Etat, Paris, EUE, 2021

OUVRAGES (en cours)

- L'obligation de protection et de sécurité pleine et entière en droit international des investissements (**Thèse**)
- Droit communautaire de l'investissement, **ouvrage collectif**
- Droit pénal du travail au Burkina Faso, **2024, (en cours)**
- Droit des contrats d'Etat, **ouvrage collectif (en cours)**

ARTICLES (en cours)

- L'interprétation des exceptions conventionnelles en droit international, **2024**
- Le régime des mesures conservatoires dans la jurisprudence de la cour internationale de justice, **2024**
- Les clauses de responsabilité post-minièrre dans les législations minières des pays francophones, **2024**
- L'intervention armée sollicitée en droit international : réflexion cursive sur la légitimation du discours, **2024**
- Les limites des modes alternatifs de règlement des différends d'investissement et les réformes des politiques d'investissement, **2024**
- Les obstacles à la mise en œuvre de l'impôt minimum global dans les pays en développement en Afrique, **2024**

Ouagadougou, le 1^{er} Août 2024.